

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 3 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EXCOFFIER RECYCLAGE**

1218 ROUTE DU STADE  
74970 MARIGNIER

Références : 20221012-RAP-ExcoffierRecyclage-Marignier-Inspection  
Code AIOT : 0010800070

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 octobre 2022 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE implanté 1218 avenue du Stade 74970 MARIGNIER. L'inspection a été annoncée le 14 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques

( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXCOFFIER RECYCLAGE
- 1218 avenue du Stade 74970 MARIGNIER
- Code AIOT : 0010800070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Guy Dauphin Environnement (GDE) a été autorisée par arrêté préfectoral du 26 février 2009, modifié par arrêté du 2 avril 2015 prescrivant la constitution de garanties financières, et par arrêté du 17 avril 2015 portant agrément du centre de véhicules hors d'usage (VHU) et mettant à jour les rubriques de classement des activités, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets ainsi qu'un centre VHU sur la commune de Marignier.

Le site occupe une surface de 19 000 m<sup>2</sup>, dont environ 3 500 m<sup>2</sup> couverts et comprend une installation de dépollution de VHU, des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets métalliques non-dangereux, des installations de tri, transit, regroupement, de déchets industriels dangereux et non-dangereux.

La société EXCOFFIER Recyclage nous a informé fin 2020 qu'elle souhaitait être le nouvel exploitant du site à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Par arrêté PAIC-2021-0050 du 12 mai 2021, le préfet a autorisé ce changement d'exploitant.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Classement des activités
- Rétention et gestion des eaux incendie
- Rejets des effluents liquides
- Stockage des déchets

## 2) Constats

**2-1) Introduction** - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** - Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.4

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	volume des activités	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 13
3	Rejets liquides du site	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.5 et 2.5.2
4	Stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 4.3.2
5	Stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 9.3.2.3
6	Stockage des déchets métalliques souillés	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 9.4.2

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suites aux constats réalisés lors de l'inspection du 12 octobre 2022, nous demandons à l'exploitant :

#### **Sous un délai de 2 mois de :**

- transmettre une étude permettant de déterminer les besoins en eau d'extinction sur le site (calcul D9), le volume nécessaire pour confiner l'intégralité des eaux d'extinction (calcul D9A) ainsi qu'un dispositif permettant d'isoler le réseau eaux pluviales du site ;
- transmettre, le cas échéant, un dossier de porter à connaissance du préfet concernant les éventuelles évolutions des conditions d'exploitation et notamment la modification de la pondération des différents déchets présents ou traités. Ce dossier devra en particulier comprendre :
  - la présentation de l'évolution du classement des ICPE du site,
  - la justification de l'acceptabilité de l'évolution des impacts et des dangers, y compris en termes de desserte du site par les véhicules poids lourds,
  - le cas échéant, l'évaluation des nouvelles garanties financières ;
- faire réaliser d'ici fin 2022 une campagne d'analyses des effluents liquides et veiller au respect de la périodicité annuelle des futures campagnes.

#### **Sous un délai de 6 mois de :**

- confirmer la mise en œuvre du dispositif pérenne d'isolement du réseau d'eaux pluviales du site et transmettre un plan actualisé des réseaux.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : volume des activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.3 modifié par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/04/2015			
<b>Thème :</b> Situation administrative, classement des activités			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques citées à l'article 1.3 modifié par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/04/2015			
<b>Constats :</b> Les volumes et quantités de déchets présents sur le site sont conformes à ceux autorisés par arrêté préfectoral du 26/02/2009, article 1.3, modifié.			
Rubrique et régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection
2711-2 D	Tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) 2- la quantité présente sur le site étant comprise entre 100 et 1000 m <sup>3</sup>	180 m <sup>3</sup>	Environ 80 m <sup>3</sup> répartis entre des DEEE en bacs et GEMF présents sur site.
2712-1.b E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage b- la surface de l'installation étant comprise entre 100 et 30 000 m <sup>2</sup>	Surface autrefois dédiée à l'activité 7860m <sup>2</sup>	L'exploitant a suspendu l'activité de traitement de VHU sur le site. Il ne dispose plus de l'agrément nécessaire.
2713-1 E (GF)	Transit, regroupement et tri de métaux et de déchets métalliques non dangereux, d'alliages de métaux et de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, 1- surface supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup>	Surface dédiée au stockage de métaux : 7 400 m <sup>2</sup>	Transit réalisé actuellement sur une aire extérieure d'environ 600 m <sup>2</sup>
2714-2 D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, 2- volume susceptible d'être présent dans l'installation inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .	Volumes maximaux de déchets présents dans l'établissement : - plastiques 300m <sup>3</sup> , - pneumatiques 80 m <sup>3</sup> - papiers/cartons 300 m <sup>3</sup> - bois 200m <sup>3</sup> Total : 880 m <sup>3</sup>	- plastiques 30 m <sup>3</sup> , - pneumatiques 60 m <sup>3</sup> - papiers/cartons 80 m <sup>3</sup> - bois 90 m <sup>3</sup> Total : 260 m <sup>3</sup>
2716-2 DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, 2- volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Volumes maximaux de déchets non dangereux  Total : 300 m <sup>3</sup>	Total présent sur site : 60 m <sup>3</sup>
2718-1 A (GF)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2717, 1- la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne.	Quantités maximales de déchets présents dans l'établissement : - Batteries : 80 tonnes - boues d'usage : 200 tonnes Total : 280 tonnes	- Batteries : 2 tonnes - boues d'usage : 25 tonnes  Total : environ 27 tonnes
2791-1 A (GF)	Installation de traitement de déchets non dangereux 1- la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t	Opérations d'oxycoupage : 200 t/jour	L'exploitant a suspendu cette activité.

A noter que le site est également classable sous la rubrique 3550-A (GF) du fait qu'il soit autorisé à du stockage temporaire de déchets dangereux à hauteur de 280 tonnes, bien qu'au jour de



<p>l'inspection, il n'atteignait pas le seuil de la rubrique 3550 fixé à 50 tonnes.</p> <p>Pour mémoire, il a été convenu avec l'exploitant lors de l'inspection du 14 janvier 2021, qu'il transmettrait une demande de modification de la pondération des déchets présents sur le site, qui doit comprendre notamment la présentation de l'évolution des installations classées du site, et que dans ce cadre, il conviendra de prendre en compte dans la rubrique 3550 ceux des DEEE qui constituent des déchets dangereux. Cette demande reste d'actualité.</p>
<p><b>Observations :</b> sous un délai de 2 mois, les éventuelles évolutions des conditions d'exploitation et notamment la modification de la pondération des différents déchets présents ou traités feront l'objet d'un dossier de porter à connaissance. Ce dossier devra en particulier comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la présentation de l'évolution du classement des ICPE du site,</li> <li>la justification de l'acceptabilité de l'évolution des impacts et des dangers, y compris en termes de desserte du site par les véhicules poids lourds,</li> <li>le cas échéant, l'évaluation des nouvelles garanties financières.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Rétention des eaux d'extinction incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.4</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels, Rétention et gestion des eaux incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction incendie sont confinées sur le site par la fermeture d'une vanne d'isolement située en aval du séparateur à hydrocarbure. Cette vanne est clairement identifiée, accessible...</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que la vanne d'isolement du site était hors-service.</p> <p>L'exploitant explique avoir initié une réflexion sur le changement de la vanne d'isolement et de son emplacement ainsi que sur le redimensionnement des besoins de confinement des eaux du site, ces derniers n'étant pas précisés actuellement dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Pour cela, il envisage de faire réaliser un plan du site par un géomètre.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a une solution transitoire qui consiste à mettre en place par des opérateurs du site, des ballons obturateurs dont il dispose, en cas de pollution accidentelle ou d'incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> Nous demandons à l'exploitant sous un délai de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2 mois, de transmettre une étude permettant de déterminer les besoins en eau d'extinction (calcul D9), le volume nécessaire pour confiner l'intégralité des eaux d'extinction (calcul D9A) ainsi qu'un dispositif permettant d'isoler le réseau eaux pluviales du site</li> <li>6 mois, de confirmer la mise en oeuvre d'un dispositif pérenne d'isolement du réseau d'eaux pluviales du site.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

## N° 3 : Rejets liquides du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.5 et 2.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau : rejets des effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Analyse annuelle et respect des valeurs limites d'émissions (VLE) du rejet des eaux de pluie susceptibles d'être polluées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les dernières analyses des effluents liquides ont été réalisées le 11/05/2021 par le laboratoire "LAEPS". Les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres analysés.</p> <p>La prochaine campagne est prévue d'ici fin 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> Transmettre les résultats des analyses 2022 lorsqu'ils seront disponibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Stockage de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes précautions sont prises pour que les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou d'une pollution des sols. A cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires seront bordées de murettes de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible, couvertes.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que l'ensemble des stockages de déchets sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Les aires de stockages des déchets métalliques et les éventuels déversements accidentels seraient redirigés vers le séparateur à hydrocarbures du site. Les autres aires de stockages de déchets non dangereux sont soit des alvéoles en extérieur (bois, pneus...) soit couvertes (DIB, matelas, plastiques...). Les déchets dangereux tels que les batteries, boues d'usinage et DEEE, sont quant à eux placés sous hangar ou dans des zones couvertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Stockage de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 9.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En aucun cas, les capacités stockées ne devront être supérieures aux quantités et volumes précisés : <ul style="list-style-type: none"><li>- limaille souillée : 2000 tonnes</li><li>- métaux ferreux secs : 500 tonnes</li><li>- boues de rectification : 100 m<sup>3</sup></li><li>- DIB : 300 m<sup>3</sup></li><li>- batteries : 80 tonnes</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été constaté que les capacités réglementaires étaient respectées. Les quantités et volumes de déchets étaient les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- limaille souillée : absence,</li><li>- métaux ferreux secs : environ 280 tonnes,</li><li>- boues de rectification : environ 60 m<sup>3</sup>,</li><li>- DIB : 60 m<sup>3</sup>,</li><li>- batteries : 2 tonnes.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Stockage des déchets métalliques souillés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage des déchets métalliques souillés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les métaux ferreux souillés d'huiles solubles seront réceptionnés, triés, et stockés sous abri sur une surface répondant aux caractéristiques définies à l'article 9.1.7. Les égouttures seront récupérées dans une citerne de 5 m <sup>3</sup> réservée à cet effet, puis collectées et traitées comme déchets.  L'article 9.1.7 précise que le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets et des produits valorisables devra être étanche, incombustible, et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de stockage de métaux ferreux souillés à l'huile soluble sur le site. L'exploitant a précisé qu'il n'effectuait plus ce type de stockage sur le site, depuis qu'il a repris les activités de ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite